

Le cheminement singulier de la violence islamiste en Algérie

Luis Martinez

▶ **To cite this version:**

Luis Martinez. Le cheminement singulier de la violence islamiste en Algérie. Critique Internationale, 2003, 20, pp.165-177. 10.3917/crii.020.0165 . hal-01019404

HAL Id: hal-01019404

https://sciencespo.hal.science/hal-01019404

Submitted on 7 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Variations



Le cheminement singulier de la violence islamiste en Algérie

par Luis Martinez

L'image du « terroriste martyr » déterritorialisé et engagé dans des réseaux transnationaux s'est imposée après les attentats du 11 septembre[1]. La crainte que ce nouvel acteur inspire à la communauté internationale se traduit aujourd'hui par une guerre contre le terrorisme, mais occulte finalement les raisons de son émergence.

L'analyse de la violence en Algérie au cours de la dernière décennie montre que l'engagement d'Algériens dans des réseaux internationaux résulte de l'éradication de leurs organisations nationales. En somme, la violence se délocalise et, avec elle, le choix des cibles. Dans cette perspective, les attaques suicides menées contre le « monde occidental » répondent à une autre logique que celles des guérillas en lutte contre des régimes supposés impies et illégitimes. Elles visent à punir, à faire pression, ou à créer un état de guerre entre l'Occident et l'Islam, afin de développer,

1. O. Roy, *L'islam mondialisé*, Paris, Le Seuil, 2002.

à l'extérieur, une violence rejetée à l'intérieur des États musulmans. Le sacrifice du terroriste ne lui confère le statut de martyr que s'il s'exerce contre « l'infidèle » ; il lui faut rendre apostate la société musulmane dans laquelle il vit afin de légitimer sa violence, ou bien émigrer afin de frapper un Occident plus ou moins imaginaire peuplé de mécréants.

En Algérie, l'engagement dans l'islamisme armé n'a pas débuté sur le registre du sacrifice ou du martyre, car les répertoires d'actions dans lesquels puisent ces combattants sont profondément enracinés dans la « culture de guerre » locale[2]. La violence n'est pas un instrument de sacrifice, mais de changement. Son usage est porteur de transformation sociale et d'accumulation de richesses, comme nous l'avons montré dans l'analyse des « émirs » (chefs de groupes armés)[3]. Progressivement, une approche « sectaire » de la société a émergé, en particulier dans la mouvance des GIA, et a facilité le passage à une violence de masse contre la société accusée d'impiété. Cette violence contre des civils musulmans a « souillé » les islamistes algériens et rendu illégitime leur jihad aux yeux de la population. L'engagement des jeunes Algériens dans les réseaux internationaux islamistes en guerre contre « les croisés et les juifs » constitue-t-il dès lors une voie de rédemption par le sacrifice de soi sous la forme d'attentats suicides ?

La violence contre l'État et non contre soi

Le basculement vers une stratégie d'attentats suicides est permis par la conviction qu'a le volontaire d'être un « pur » dans un monde souillé. Or les combattants islamistes algériens se sont toujours définis non comme des « purs » mais comme des « justes » : leurs actes visent le changement ici-bas. Le renoncement au monde qui caractérise le kamikaze n'est pas pertinent chez eux, car pour eux la « justice » pourra être instaurée grâce à une stratégie de lutte contre l'État, incarnation de Taghout[4]. Celui-ci sera vaincu, très classiquement, par une guérilla urbaine et rurale jouissant du soutien de la population, et l'on établira un État islamique juste, fondé sur les principes de la *sharia*.

Les groupes islamistes algériens étaient convaincus, jusqu'aux grands massacres de civils (1997-1998), que « le peuple » était avec eux et que le régime n'était qu'une entreprise mafieuse protégée par l'armée nationale. Seraient tués les « ennemis de l'islam », perçus comme étrangers au peuple. Ce n'est qu'à partir de 1996 que certains groupes, considérant que « le peuple » ne soutenait pas suffisamment « la cause » et même s'armait pour se protéger, ont intensifié les tueries de civils. Celles-ci ne prennent pas la forme d'attentats suicides, mais de massacres[5]. À la différence des kamikazes palestiniens qui cherchent à accéder au paradis par leur martyre, ces islamistes créent l'enfer ici-bas pour tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, s'opposent à leur volonté d'instaurer un État islamique. L'Algérie s'est

subrepticement transformée, dans leur représentation, en une terre de jihad où l'État est le Diable, où l'armée nationale est assimilée à l'armée coloniale française, et où la société se divise en fidèles et renégats – ces derniers étant identifiés à la catégorie « juifs et croisés ». Cette métamorphose de l'Algérie en territoire infidèle prépare les combattants des GIA, intellectuellement et psychologiquement, à voir dans les Algériens qui leur résistent des « ennemis de l'islam » à anéantir.

La violence des GIA : l'Algérie comme territoire infidèle

« En ce qui concerne le consentement familial, recherchez-le ! Mais s'il ne vous est pas accordé, passez outre, le *jihad fi sabil lilah* est au-delà des liens du sang » : ce principe d'engagement dans les groupes islamistes armés annonce clairement que les liens familiaux ne constituent plus un frein à la violence[6]. Les combattants du GIA se sont, au cours des années les plus sanglantes de la décennie (1993-98), dotés des attributs d'une nouvelle famille à la faveur de rites sacrificiels[7]. Aux « crimes de voisinage »[8] s'ajouteront des massacres de villageois qui doivent sceller l'engagement sans retour des combattants. Il est vrai que ces tueries sont récompensées par un butin – constitué de jeunes femmes, d'argent et de biens matériels – que les émirs des GIA inscrivent dans la tradition islamique... Le Mufti de Marseille relève ainsi que « les hommes du GIA agissent de manière très canonique, c'est pourquoi on les voit aussi bien en train de prier que de violer. [...] La femme fait partie du butin de guerre dans cette même logique canonique. [...] Je dénonce l'hypocrisie des théologiens musulmans qui, certes, dénoncent ces pratiques et tueries, mais ne mettent pas en cause la théologie qui les sous-tend. Ils doivent saisir l'occasion pour désacraliser le droit musulman, notamment sur certains points qui offrent un prétexte à ces barbares »[9].

---

2. O. Carlier, « D'une guerre à l'autre, le redéploiement de la violence entre soi », *Confluences Méditerranée*, n° 25, printemps 1998.

3. L. Martinez, *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 1998.

4 Taghout est le nom qu'attribuent les islamistes à l'État, il est emprunté au vocabulaire coranique et désigne le Diable. Il signifie aussi, dans le lexique des mouvements islamistes, le Tyran, l'Oppresseur, le « faux dieu » que l'on vénère par crainte.

5. Sur les massacres dans l'histoire contemporaine de l'Algérie, voir : Ch.-A. Julien, *La conquête et les débuts de la colonisation (1821-1871)*, Paris, PUF, 1979 ; Y. Bénot, *Massacres coloniaux 1944-1950*, Paris, La Découverte, 1994 ; M. Hamoumou, *Et ils sont devenus harkis*, Paris, Fayard, 1993 ; N. Yous, *Qui a tué à Bentalha ? Algérie : chronique d'un massacre annoncé*, Paris, La Découverte, 2000.

6. Sur les GIA, voir A. Grignard, « La littérature politique du GIA, des origines à Djamel Zitouni », dans F. Dassetto (dir.), *Facettes de l'islam belge*, Bruxelles, Bruylant, 2001.

7. En juin 1997, un bulletin clandestin, *El Djemaa*, signé Mahfoud Assouli, *alias* Abou el Moundhir, justifie ainsi les massacres : « Nous répondons à ceux qui nous accusent de tuer aveuglément que nous combattons ceux qui ont trahi et se sont rendus au Taghout.[...] Quand vous entendez parler de tueries et d'égorgements dans une ville ou dans un village, sachez qu'il s'agit de partisans de Taghout ».

8. X. Bougarel, *Bosnie : anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996.

9. *Le Matin*, 11 janvier 1998.

La violence des GIA a suscité l'incompréhension des musulmans et la répulsion des dirigeants d'organisations islamistes internationales. Loin de s'inscrire dans « l'orthodoxie islamique », les GIA sont apparus comme une tendance déviante et surtout comme une particularité algérienne. Comment comprendre cette violence extrême ? Jusqu'alors, les travaux sur l'islam politique mettaient en évidence deux stratégies : un « islam par le bas » aux mains d'associations de base engagées dans une islamisation de la société ; et un « islam par le haut » aspirant à modifier l'État en frappant son régime. Dans le cas algérien, la violence des GIA est protéiforme, elle se veut totale, car l'État, son régime politique et la société sont des « ennemis de l'islam ». Elle s'inscrit en réalité dans un imaginaire politique où l'islam a très peu de place au regard des constructions historiques héritées de la guerre de libération (1954-1962) et de la guerre de colonisation[10]. Ces deux périodes constituent en effet des mythes fondateurs. Si la guerre de libération a permis la « renaissance de l'État » algérien, la guerre de colonisation a déstructuré et humilié la société. Seul le « martyre » d'un million et demi de *shahid* a permis à cette société de retrouver sa dignité.

Dans d'autres contextes, les attentats suicides ont souvent pour objectif de contraindre les représentants politiques à entreprendre des négociations. Les émirs du GIA, dans la tradition des guerres totales, ne cherchent pas à négocier de compromis entre des protagonistes, mais à détruire l'adversaire. Dans une telle perspective, les attentats suicides n'auraient aucun effet. La devise des GIA, attribuée à Qari Saïd[11], l'un de ses idéologues, est : « Pas de dialogue, pas de trêve, pas de réconciliation ». Ce qui fait dire à H'Mida Layachi que les émirs du GIA sont « des jusqu'au-boutistes, qui l'ont déjà prouvé en s'en prenant à ceux qui avaient négocié avec le pouvoir – des traîtres à leurs yeux. Ils refuseraient même probablement une amnistie générale si elle leur était proposée »[12].

En fait, la violence des GIA s'inscrit dans un temps qui n'est pas celui des contemporains et se veut instauratrice d'un nouvel ordre non plus politique, mais religieux[13]. Chez eux, l'action ne vise plus à changer le rapport de forces politique ou à renverser le régime, mais à bouleverser l'ordre social[14]. Ce rapport particulier à la violence suscite le plus souvent incompréhension et dégoût, mais parfois aussi respect : ils apparaissent alors comme des « vrais musulmans » qui se « lèvent » pour se sacrifier au nom de l'islam. Reste à comprendre la lecture qu'ils font de leur religion. Pour eux, bien que les sociétés arabo-musulmanes soient aujourd'hui libérées du joug colonial, la religion islamique continue d'être persécutée. Ils se sentent donc tenus de la sauver, voire de la rétablir. Ainsi, leurs fins ne sont pas d'ordre politique, et le projet d'État islamique n'est qu'une utopie nécessaire pour maintenir une tension libératrice d'énergie combative. Dans cette vision sectaire, les GIA se sentent investis de la mission de sauver un islam en danger. L'émergence de courants aussi radicaux n'est pas une nouveauté. La grande différence tient à l'usage de la cruauté comme instrument.

Par quel mécanisme politique, social et psychologique, les combattants des GIA en sont-ils arrivés à percevoir la religion islamique comme menacée en Algérie ? Quel est l'imaginaire de ces combattants ? Même si de nombreux observateurs soulignent que le recrutement des GIA s'est tari, ces derniers n'en demeurent pas moins toujours mobilisés après plus d'une décennie d'activité ! Comment expliquer cette longévité de la violence ? Ailleurs, les répertoires d'action des organisations armées islamistes reposent sur les principes de la résistance comme dans le cas du Hezbollah au Liban, de l'autodéfense dans celui d'organisations armées palestiniennes, ou de l'indépendance comme en Tchétchénie. Dans le cas des GIA, la violence s'inscrit dans le registre de la purification idéologique. Outre le fait qu'il faut éliminer « les juifs et les croisés », l'action vise également à « nettoyer » l'ordre social. Sa finalité est de créer, en dépit des obstacles, les conditions favorables à l'avènement d'un ordre social et politique répondant aux normes d'un État islamique réinventé. La violence des organisations islamistes se nourrit du souvenir de la victoire des nationalistes qui, en dépit du rapport de forces écrasant en faveur de l'État colonial, ont réussi à instaurer un État indépendant. Cette résistance héroïque des Algériens, « de l'émir Abdelkader au FLN », constitue la base inébranlable de la croyance au changement par la violence.

L'AIS ou la tentative d'imposer un ordre à la violence

Face à ces débordements, l'AIS (armée islamique du salut), créée en 1994, cherche à imposer un ordre. Le chaos instauré par les GIA est très vite perçu par ses émirs comme extrêmement dangereux. Ils commencent par accuser les GIA d'être infiltrés par les services de sécurité de l'État qui chercheraient à semer la discorde afin de provoquer un retournement de la population en faveur du régime. Puis, progressivement, ils reconnaissent qu'il s'agit le plus souvent d'un choix sincère, mais fondé sur une idéologie « déviante ». La violence des GIA est forcément incomprise tant elle est démesurée et contre-productive. Le temps de la guerre de l'AIS n'est pas celui des GIA. Alors que la première cherche, par les armes, à instaurer un climat susceptible de provoquer des négociations avec l'armée, les GIA inscrivent leur violence dans un temps hors de tout agenda politique. L'AIS est débordée par leur stratégie de guerre

10. C'est pourquoi Abderrahmane Moussaoui n'hésite pas à écrire que « la référence première, le référent fondateur n'est pas ce lieu symbolique partagé par beaucoup de pays musulmans (Le Prophète), mais un lieu/moment sacralisé, celui de la guerre de libération.[...] Le pouvoir comme son opposition fondent leur théologie politique sur la guerre ». Dans « Algérie, la guerre rejouée », *La Pensée du Midi*, n°3, hiver 2000.

11. Qari Saïd est considéré comme un des membres fondateurs du GIA. Cette organisation serait née à Peshawar en 1989 puis aurait fusionné en 1992 avec les GIA locaux dirigés par Mohamed Allel et Abdelhak Layada.

12. *Le Monde*, 16 juin 2000.

13. O. Weber, « Algérie : culture de la violence, culture du doute et rites sacrificiels », **http://pourinfo.ouvaton.org/societe/societeetviolence/cultdelaviolence.htm**

14. Chams Benghribil, intervention au CERI, Colloque Algérie, 21 mai 2002.

totale. Elle qui aspirait initialement à édifier une armée islamique sur le modèle d'une armée nationale, disciplinée et respectueuse d'un certain code de la guerre, ne peut rien contre les groupes qui s'en prennent à la société et non aux forces de sécurité. Ainsi mise en difficulté sur le plan militaire, elle craint aussi l'amalgame et ne cesse de condamner les actes contraires à sa ligne : « Le régime apostat attribue au jihad certaines opérations abominables dont est victime le peuple sans défense. [...] Ces contrevérités conduisent l'AIS à répondre qu'elle est innocente de tous ces actes et qu'elle n'a jamais donné l'ordre d'agresser une femme, d'incendier une école ou un hôpital ou de mener toute autre opération contraire à la religion »[15].

En fait, l'AIS rêve de réveiller dans la population l'exaltation nationaliste que le FLN suscitait du temps de sa grandeur, et tombée en déshérence sous les coups de l'échec économique, de la pauvreté et de la corruption. À l'inverse des GIA, elle tend à sacraliser le peuple et cherche à apparaître comme le seul nouvel acteur légitime[16]. En somme, si les GIA rejouent la politique de la terre brûlée de l'OAS, l'AIS vit l'utopie de rebâtir une armée populaire sur le modèle de l'ALN. Le souci de hiérarchiser et de structurer l'organisation armée est constant, en dépit des difficultés rencontrées. Très clairement, les émirs de l'AIS s'inscrivent dans la continuité des moudjahidin de la guerre de libération (1954-1962), sans mesurer les contradictions inhérentes à leurs actions. Le slogan « Vous avez libéré le territoire, nous allons libérer les esprits » soumettait les combattants de l'AIS à de redoutables défis : comment « libérer » les esprits sans faire violence au corps social ? L'amalgame voulu entre la guerre de libération menée pour créer un État indépendant et la guerre de libération des esprits menée pour instaurer un État islamique ne pouvait que déboucher sur une guerre civile. En effet, la construction de l'ennemi chez les islamistes de l'AIS reposait sur l'assimilation du régime au système colonial. C'était oublier que l'État-FLN, au-delà de ses généraux et bureaucrates accusés d'avoir fait main basse sur les ressources de l'État, plongeait dans le pays des racines profondes et continuait à représenter tant bien que mal une bonne partie de la société. Il restait à l'AIS le choix de s'en prendre physiquement à cette dernière ou bien de déposer les armes. Pourtant, à ses yeux : « Le jihad n'est pas un suicide, que ceux qui se trouvent dans une impasse utilisent comme une solution, ceux-là sont misérables ; ni une vengeance destinée à ceux qui veulent régler des comptes, ceux-là sont haineux ; ni une aventure à l'issue incertaine entreprise par les aventuriers et les bannis ; ni un mouvement anarchiste qui recrute les fuyards et têtes brûlées sans critère ni règlement ; ni un point d'honneur aveugle tel que pratiqué par les ignorants ; ni une précipitation aveugle vers l'avant, ce qui signifierait un manque de vision et de programme »[17]. Mais le débordement de la violence se généralise ; à la violence des GIA, le régime répond par une « guerre totale »[18].

Le 21 septembre 1997, Madani Mezrag, émir de l'AIS, diffuse un communiqué dans lequel il « ordonne à tous les chefs des compagnies de mettre fin aux actions

de combat à partir du 1er octobre et appelle les autres groupes attachés aux intérêts de la religion et de la nation à se rallier à cet appel ». Son but est double : obtenir des négociations avec l'armée et se dissocier de la politique des massacres de civils perpétrés par les GIA.

L'AIS a échoué à canaliser « le désir de dissidence » des islamistes soucieux d'en découdre avec le régime. Les GIA vont s'épuiser dans cette violence paroxystique. Et en 1998, des combattants vont faire scission et créer une nouvelle organisation armée, le Groupe salafiste pour la prédication et le jihad.

Le GSPC : l'international comme bouffée d'oxygène

La politique des massacres de civils menés par les GIA est contestée au sein de la guérilla islamiste et provoque des scissions. Non seulement les GIA retournent la société contre eux mais leur violence est dénoncée par des organisations islamistes internationales. En septembre 1998, une nouvelle organisation armée voit le jour. Elle stigmatise la déviation de l'émir des GIA, Zitouni. Sur le plan interne, la guérilla islamiste apparaît engagée dans un processus autodestructeur qui la coupe progressivement de ses relais sociaux. En somme, les GIA sont en passe de détruire les fondements édifiés par le FIS durant sa période légale (1989-1991). La logique d'inversion analysée par Wieviorka dans les mouvements terroristes[19] semble en marche. L'ouverture des combattants islamistes vers l'international apparaît comme une nécessité. Sur le plan militaire, les émirs sont à la recherche de réseaux susceptibles d'aider à la consolidation de leurs groupes armés en difficulté sur le terrain. Mais c'est surtout sur le plan idéologique que le désarroi semble total. Les idéologues de la guérilla ont entraîné les troupes dans une impasse. En effet, les tentatives pour renverser Taghout et terroriser le « peuple » ont eu des conséquences imprévues. La crainte d'un effondrement de l'État algérien a suscité un soutien international au régime, et la politique des massacres a provoqué l'armement des civils. En somme, la résistance de l'État et de la société avait été sous-estimée.

À la recherche d'une nouvelle idéologie de lutte, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat de Hassan Hattab trouve dans le « Front islamique mondial pour le jihad contre les juifs et les croisés », créé par Ben Laden, le second souffle

15. *El Tath el Moubine*, 10 juin 1994.

16. « Ils [les GIA] répandent aussi que le peuple est idolâtre et quelquefois Taghout. Ils ne cessent de lui comptabiliser les péchés et les petites erreurs que l'on peut corriger. [...] Ce peuple qui s'est soumis depuis des siècles, qui a prouvé son allégeance à Dieu, son attachement à sa religion et son désaveu des mécréants à plusieurs reprises par des révolutions glorieuses. [...] Après tout ça, il est ignoble de vouloir traiter ce peuple de Taghout, pourtant c'est ce que certains « moudjahidin » ont réservé à ce peuple qui leur a donné confiance et allégeance ». Lettre au *Moudjahidin*.

17. Lettre au *Moudjahidin*, avril 1995.

18. Voir Habib Souaïdia, *La sale guerre*, Paris, La Découverte, 2001.

19. M. Wieviorka, *Sociétés et Terrorisme*, Paris, Fayard, 1988, p. 95.

nécessaire au maintien de la guerre contre le régime. Il entreprend, dans un premier temps, une restructuration des groupes armés encore actifs. Il prône une nouvelle définition de l'ennemi qui se limite dorénavant aux seules forces de sécurité, et dénonce les violences contre les civils[20]. Entre 1998 et 2001, le GSPC maintient un niveau de violence important mais sans commune mesure avec celui que le couple AIS-GIA avait entretenu entre 1993 et 1997. La politique de « concorde civile » lancée par le président Bouteflika en 1999 ramène vers la société environ 6 000 combattants islamistes. L'espoir d'une véritable réconciliation soulève un vent d'optimisme dans la société et laisse croire que le temps de la violence est enfin passé. Le renouvellement des groupes islamistes armés ne paraît plus assuré, en dépit de la persistance du terreau fertile que constitue la jeunesse désœuvrée. Mais c'est surtout sur le plan idéologique que la guérilla islamiste a perdu sa crédibilité. C'est donc d'abord le besoin de restaurer cette crédibilité qui explique la volonté d'ouverture du GSPC sur le plan international.

C'est dans cette perspective qu'il faut analyser les relations supposées entre ce groupe et Al Qaïda. Car les liens entre les groupes islamistes algériens et des réseaux internationaux semblent assez anciens. Dès 1992, les « premiers liens entre les GIA et la nébuleuse Ben Laden » étaient observables, selon R. Labévière. Le régime a, tout au long de la décennie et particulièrement depuis 1998 et la montée en puissance du GSPC, exploité ces relations afin de souligner l'extranéité des groupes islamistes relativement à la société algérienne ; mais les attentats du 11 septembre 2001 ont, comme ailleurs, constitué une rupture en ce que la guerre au terrorisme déclarée par l'administration Bush rend ce type d'interprétation plus acceptable. Pour établir l'existence de relations étroites et régulières entre les groupes islamistes et Al Qaïda, le pouvoir recourt à des amalgames grossiers[21]. R. Labévière commente : « Je ne crois pas du tout à une capacité de structuration internationale d'Al Qaïda, notamment en érigeant une succursale nommée GSPC en Algérie. Je pense que c'est le GSPC qui a besoin de la nébuleuse de Ben Laden pour légitimer sa violence meurtrière, plutôt que l'inverse »[22]. En effet, le label Al Qaïda est suffisamment attractif et respecté pour permettre au GSPC de redorer le blason de la guérilla islamiste algérienne. La vision d'un GSPC qui serait un rouage d'Al Qaïda affecté à une fonction particulière paraît bien relever du fantasme, de même que l'affirmation officielle selon laquelle « le rôle du GSPC dans la stratégie d'Al Qaïda dépasse les frontières algériennes »[23]. En 2002, l'idée d'une mesure de concorde nationale au profit du GSPC est pourtant évoquée par le président Bouteflika et divise les groupes armés. Mais l'inscription du GSPC sur la liste des organisations terroristes du département d'État américain rendra finalement inenvisageable la réintégration de ses combattants[24].

Force est de constater que l'effondrement du régime des Talibans en Afghanistan a provoqué un redéploiement international des « Arabes » qui y étaient établis. Le

représentant supposé d'Al Qaïda pour le Maghreb et l'Afrique sahélienne, Emad Abdelouahid Ahmed Alouane (alias Abou Mohamed, un yéménite), tué le 12 septembre 2002 en Algérie, avait pour mission, selon les autorités algériennes, d'évaluer la situation en Algérie afin d'aider les combattants d'Égypte et d'Afrique du Nord en Afghanistan à s'y établir. Le GSPC avait pourtant affirmé, dans un communiqué du 21 septembre 2001, que son objectif était « le jihad contre le régime algérien » seulement.

Il est vrai que la volonté de frapper l'Occident, et en particulier la France, est ancienne chez les groupes armés islamistes algériens. Du détournement d'un Airbus en 1994, par un commando du GIA projetant de le faire exploser sur la Tour Eiffel, aux attentats à Paris en 1995 et 1996, les tentatives ont été nombreuses. Le sentiment que la défaite de la guérilla était attribuable au soutien inconditionnel de la France expliquait en partie cette volonté d'exporter le conflit. Il s'agissait également de démontrer qu'en dépit des communiqués victorieux de l'armée, les groupes islamistes restaient en mesure de frapper le principal allié du régime algérien, la France. Par ailleurs, les islamistes vont utiliser les réseaux légaux et illégaux d'émigration vers le Québec afin d'y constituer de véritables cellules, mettant à profit l'ouverture de la province aux pays d'Afrique du Nord : après avoir puisé ses migrants francophones dans les ex-protectorats français en guerre (Vietnam puis Liban), celle-ci s'est intéressée au vivier francophone algérien, l'un des plus importants d'Afrique – ce qui n'allait pas sans inquiéter les autorités françaises et européennes, sachant qu'au bout de trois ans, passeport canadien en poche, ces milliers d'étudiants algériens seraient libres d'entrer en Europe sans visa. En 1999 sont arrêtés les premiers islamistes algériens suspectés de préparer des attentats au Canada et aux États-Unis[25]. Cela dit, le GSPC reste attaché à son objectif initial : le renversement du régime algérien. La redéfinition de l'ennemi, la réorganisation des groupes armés et la récupération des réseaux à l'étranger sont les instruments politiques, militaires et financiers nécessaires à la réalisation – utopique – de cet objectif.

---

20. « Contrairement aux unités opérant sous le sigle GIA, l'organisation n'a pas recours à des attentats "aveugles" en secteur urbain. [...] Le recours à l'action terroriste, provoquant le décès d'un civil, doit être, dans l'esprit des dirigeants du GSPC, à la fois exemplaire et relativement rare ». Jean-Michel Salgon, « Le GSPC », *Les Cahiers de l'Orient*, 2001.

21. La presse algérienne mentionne que les autorités auraient trouvé, en novembre 2001, une lettre de Hassan Hattab, émir du GSPC, ordonnant de « porter assistance » au Mollah Omar afin de combattre « les mécréants et les infidèles ».

22. *Le Matin*, 27 novembre 2002.

23. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, de nombreux pays occidentaux annoncent avoir démantelé des réseaux islamistes algériens.

24. Le 27 mars 2002, le Secrétaire d'État américain annonce l'inscription du GSPC sur la liste des organisations terroristes au motif que le GSPC était une « cellule du GIA ».

25. R. Labévière souligne que le Canada est devenu « le sanctuaire » de ceux qui veulent continuer le jihad. Il précise que, selon une note du Service canadien du renseignement et de la sécurité, « plus d'une cinquantaine de groupes terroristes auraient exploité le système sur le sol de la Fédération » : « Les réseaux européens des islamistes algériens : entre déshérence et reconversion », *Les Cahiers de l'Orient*, n°62, 2e trimestre 2001, pp. 133-149.

La recherche du salut, ou comment refermer la boîte de Pandore

La guerre contre le terrorisme lancée par le président des États-Unis va conforter la grille d'analyse des dirigeants politiques et militaires algériens. Lors d'un colloque international sur le terrorisme tenu à Alger en octobre 2002, Redha Malek, ancien chef du gouvernement et membre du Haut Comité d'État, affirmait : « Le terrorisme intégriste puise ses sources dans la guerre d'Afghanistan, s'est propagé avec l'aide des pétromonarchies du Golfe et de la CIA, a été mis en œuvre par l'ex-FIS et encouragé par le laxisme des autorités de l'époque. La montée du FIS, dans les années 1991 et 1992, a coïncidé avec le retour des Algériens afghans (2 à 3000 personnes) qui ont constitué le fer de lance de la violence terroriste ». Cette déstabilisation de l'Algérie par l'Afghanistan sera aussi soulignée par le général Belkheir qui confirmera lors d'une interview : « Je ne regrette rien. J'ai fait le choix d'épargner à l'Algérie le sort de l'Afghanistan. Le prix à payer a été lourd, mais il a évité le pire : une vraie guerre civile avec des millions de victimes et de réfugiés »[26].

Les groupes armés islamistes après le 11 septembre : une relecture de la violence

Les groupes islamistes armés sont souvent perçus de façon schématique à partir d'une théorie du complot fomenté par la « holding » Al Qaïda[27]. Les logiques internes et les processus socio-politiques ayant favorisé l'émergence de ces mouvements islamistes sont délaissés au profit d'approches globalisantes. De plus, les attentats du 11 septembre 2001 ont ressuscité la perception d'une religion « islamique » dangereuse et productrice de dérives violentes et mortifères. Jusqu'alors, cette perception était, de façon caricaturale, attribuée à l'islam chiite et s'illustrait par le martyre des *Bassidji* en Iran ou du Hezbollah au Liban[28]. Au lendemain des attentats de New York et de Washington, la volonté politique d'élargir cette représentation à l'ensemble des organisations islamistes armées dans le monde s'est traduite par l'inscription du GIA et du GSPC sur la liste des « organisations terroristes étrangères » du département d'État américain.

Cette interprétation erronée va alors s'imposer dans la communauté internationale. Désormais, on explique la violence persistante des groupes armés algériens, en dépit de la faiblesse de leurs effectifs, par un soutien international. Officiellement, ces groupes représenteraient environ 700 personnes en 2002 (contre 30 000 entre 1993 et 1996), réparties entre plusieurs tendances. Selon le général Maïza : « Les GIA, dirigés par Oukali Rachid dit Abou Tourab, sont composés de 60 éléments sévissant dans les régions de Blida, Aïn Defla, Chlef, Médéa, Mascara, Sidi-Bel-Abbès et Skikda, et agissent en petits groupes de 4 à 6 éléments »[29]. Le GSPC compterait environ 300 combattants et serait présent dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa, Batna, Tebessa et Jijel. Outre ces deux groupes, trois formations armées d'inspiration salafiste et regroupant 300 individus agissent dans la Mitidja : Houmat

daawa salafia, le Groupe salafiste pour le jihad, et le Groupe salafiste combattant. La décroissance spectaculaire des effectifs s'expliquerait par la politique anti-terroriste (15 000 combattants éliminés par les forces de sécurité), les effets de la loi sur la clémence sous Liamine Zéroual (1995), et la loi de 1999 sur la concorde civile qui, on l'a dit, aurait amené 6 000 combattants à déposer les armes.

L'Armée islamique du salut, en sortant de la lutte armée, a laissé le monopole du jihad aux seuls groupes animés d'une vision purement religieuse. De nombreux observateurs voient là les raisons de la dérive mortifère de la violence en Algérie. La violence n'aurait plus aucun enjeu politique ou stratégique, mais reposerait sur une vision sectaire. Les femmes et les enfants assassinés seraient des sacrifices humains nécessaires à l'avènement du règne de Dieu sur terre[30]. La dérive mortifère des islamistes armés est une réalité, mais la diabolisation de l'ensemble de la mouvance islamiste par le régime rejoint un sentiment de malédiction qui tend à se généraliser : des « forces obscures » se seraient déchaînées sur l'Algérie.

Un sentiment de malédiction

L'émergence d'une violence eschatologique ou sectaire ne peut que conduire à s'interroger sur les causes profondes de la violence qui sévit en Algérie depuis une quinzaine d'années. Violence protéiforme qui surgit tant du milieu naturel (inondations, tremblements de terre) que des transformations socio-politiques (interruption du processus électoral en 1991, guerre civile et insurrection en Kabylie). C'est dire que l'engagement dans des mouvements armés sectaires en Algérie s'inscrit aujourd'hui dans un registre local où la mort et la recherche du salut occupent une place immense.

Il peut être utile de comparer la carte de la violence à celle de l'exode des civils. Environ 1,5 million d'Algériens ont été contraints de fuir leurs villages entre 1993 et 1997. De nombreux villages se sont dépeuplés. Parmi les 1,5 million de déplacés, seulement 170 000 sont rentrés chez eux à la suite de la promesse qu'ils seraient protégés par des Groupes locaux de défense (GLD). Cet exode, lié à la situation sécuritaire passée, s'inscrit dans un contexte général de paupérisation. Dans son rapport intitulé *Les effets du programme d'ajustement structurel sur les populations vulnérables*, le Centre national d'études et d'analyses pour la planification montre que la pauvreté concerne 35 % de la population : sur 31 millions d'Algériens,

---

26. *Jeune Indépendant*, 4 mai 2002.

27. « Al Qaida constitue une sorte de holding dirigée par un conseil d'administration (*choura*), lequel inclut des représentants de différents mouvements terroristes ». Pierre Conessa, « Al Qaïda, secte millénariste », *Le Monde diplomatique*, janvier 2002.

28. F. Khosrokhavar, « Les nouvelles formes de la violence », *Cultures et Conflits*, n° 29-30, 1997.

29. G. Maïza, dans *Le Quotidien d'Oran*, 27 octobre 2002.

30. P. Conessa (article cité) souligne : « En Algérie, les massacres aveugles de femmes et d'enfants perpétrés par le GIA ou par le GSPC ne cherchent aucune légitimité politique ou stratégique : ils sont devenus la méthode même de la guerre ».

12 millions vivent avec moins de 18 000 dirhams. Les réformes économiques et le retrait de l'État sont largement responsables de cette situation.

Dans ce contexte de maux de toutes origines, la recherche du salut ne passe plus ni par la violence ni par la politique. Cette décennie tragique semble avoir encouragé la résurgence de ces intercesseurs[31] que sont les marabouts, quand ce n'est pas le repli sur soi. Le sentiment de malédiction qui est venu remplacer la faute généralement attribuée au colonialisme fait naître une inquiétude multiforme. La recherche du salut s'accompagne d'une quête individuelle de rachat, comme si les maux qui ont frappé l'Algérie étaient autant de châtiments divins.

Tout au long de la décennie quatre-vingt-dix, les islamistes algériens n'ont quasiment jamais utilisé la technique de l'attentat suicide. Pourtant, les références aux martyrs sont nombreuses dans la littérature islamiste, et le *shahid* constitue une figure marquante de l'histoire de la guerre d'indépendance. Alors pourquoi cette absence ? Premièrement, la confiance dans la victoire des groupes armés islamistes contre le régime a favorisé une stratégie de guérilla classique. En effet, le candidat au martyre cherche avant tout la pureté et l'entrée au paradis. Il fuit un monde réel perçu comme corrompu, injuste et non transformable. Cette recherche d'un au-delà considéré comme meilleur n'imprégnait nullement l'imaginaire politique des islamistes algériens. Bien au contraire, ces derniers étaient sous l'influence des modèles de réussite sociale qu'incarnent les combattants de la guerre d'indépendance et de l'armée de libération nationale. Ils demeuraient convaincus que l'ordre ici-bas reste modifiable à condition d'accepter d'en payer le prix. Les islamistes du FIS rêvaient, entre 1989 et 1991, de transformer le Sahara en « Californie », et les groupes armés ambitionnaient de faire de l'Algérie un État islamique révolutionnaire susceptible de réveiller une communauté musulmane perçue comme apathique.

Deuxièmement, la conviction d'accéder au paradis qui habite le martyr était sans doute absente chez les islamistes algériens. En effet, une telle certitude ne va pas de soi : l'assassinat de civils, à plus forte raison musulmans, est strictement condamné en Islam. Si les mouvements palestiniens, tchétchènes et cachemiris peuvent justifier cette pratique comme ultime forme de résistance à une occupation étrangère, dans le cas algérien cet argument ne tenait pas. En somme, pour les islamistes algériens, la violence exercée contre les civils est beaucoup plus susceptible de provoquer la crainte d'aller en enfer. Cela n'a pas empêché les massacres, mais on notera que les assaillants se gardaient bien de mourir dans l'opération, peut-être précisément pour cette raison... Enfin, l'émergence du kamikaze reflète la volonté impérieuse de tracer une ligne de démarcation entre un monde pur et un monde corrompu. Dans le cas algérien, les islamistes ont plutôt oscillé entre la violence contre autrui, la compromission, le reniement et l'exil.

Cela dit, trois nouveaux facteurs sont aujourd'hui susceptibles de favoriser l'apparition de kamikazes en Algérie : l'épuisement de la confiance des groupes armés dans la lutte politique peut susciter des stratégies de « résistance » qui intégreraient ce mode d'action ; les attentats du 11 septembre 2001 ont provoqué une immense joie et sont à même de faire des émules ; enfin, le développement de la pauvreté crée des conditions propices pour les agents des réseaux internationaux à la recherche de candidats au martyre. Les mouvements islamistes algériens sont-ils alors en passe de basculer, à l'instar des mouvements palestiniens, de l'islamo-nationalisme à une stratégie de terrorisme fondée sur des attentats suicides ? Un tel basculement suppose en général l'épuisement des autres formes d'action. La « jeunesse » relative du conflit algérien (par comparaison avec la Palestine ou le Cachemire, par exemple) explique peut-être le « retard » de cette forme d'action. Il n'en demeure pas moins que l'absence de perspective politique et d'amélioration des conditions socio-économiques constituent un terreau favorable à l'émergence de l'attentat suicide, comme le démontre le cas du Maroc avec les attentats de Casablanca en mai 2003. ■

Luis Martinez est chercheur au CERI, auteur de *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 1998.
E-mail : **martinez@ceri-sciences-po.org**

31. H. Touati, *Entre Dieu et les hommes : lettrés, saints et sorciers au Maghreb* (17e siècle), Paris, EHESS, 1994.